

Programme de travail

2024



Penser l'Europe aujourd'hui et demain face à la complexité et le repli sur soi

L'année 2024 va être marquée en Europe par les élections européennes au début du mois de juin puis par la mise en place au deuxième semestre des nouvelles instances de l'Union. Depuis les dernières élections en 2019 et en seulement 5 ans, l'Union européenne a fait face à des événements aussi majeurs que le départ de l'un de ces membres, le Royaume-Uni, une grave pandémie aux conséquences sanitaires, sociales et économiques déterminantes ou encore le déclenchement par la Russie de la guerre en Ukraine qui a mis d'emblée les Européens à l'épreuve à la fois d'une guerre à leur porte mais aussi de l'une des crises énergétiques parmi les plus sérieuses de son histoire. Les aléas liés au changement climatique se sont multipliés et aggravés sur le territoire même de l'UE, la révolution digitale au travers de l'essor de l'intelligence artificielle pose de redoutables défis, sans parler du retour de l'inflation face à une croissance économique ralentie, d'une balance commerciale dégradée vis-à-vis de la Chine etc.

Les Européens ont pu se diviser à certains moments mais ils sont parvenus à imaginer et mettre en œuvre des instruments nouveaux, tels les projets importants d'intérêt européen commun (PIEEC), les achats en commun de vaccins ou de munitions ou l'utilisation de la facilité européenne pour la paix pour armer l'Ukraine, et des politiques aussi innovantes qu'ambitieuses (Pacte vert, Next Generation EU et emprunt commun, Digital ou Service Market Acts etc.) . En 5 ans, ils ont repoussé les limites des traités et des actions européennes. Pour autant, **les 5 prochaines années s'annoncent encore plus déterminantes et nécessiter des évolutions encore plus structurelles** avec des enjeux aussi stratégiques que l'élargissement ou la transition écologique pour n'en citer que 2. C'est bien dans cette perspective qu'il faut envisager les prochaines échéances européennes ouvrant un nouveau cycle institutionnel.

QUELLE MOBILISATION DES CITOYENS EUROPÉENS ?

En 2019, au moment des précédentes élections, Donald Trump est au pouvoir aux États-Unis. Il inquiète l'Europe avec une guerre commerciale qui, ne l'oublions pas, ne

visait pas que la Chine, ou en menaçant de quitter l'Otan. Il œuvre à affaiblir une gouvernance mondiale pourtant déjà moribonde en se retirant de l'accord de Paris sur le climat, en refusant de nommer de nouveaux juges à l'OMC ou encore en dénonçant l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien. Pour l'UE, cette présidence, tellement disruptive, est probablement un des facteurs pouvant expliquer la relativement bonne tenue de la participation aux élections européennes cette année-là. La participation des jeunes, inquiets face au changement climatique, en est un autre. Plus de la moitié des Européens sont allés voter lors de ces élections, c'est insuffisant certes mais pour la première fois depuis plus de 30 ans, la participation augmentait passant de 42,6% en 2014 à 50,7% en 2019 (soit 20% de votants supplémentaires).

Est-ce qu'en juin 2024, la crainte d'un retour de Donald Trump au pouvoir aux États-Unis couplé à un changement climatique qui s'accélère et un contexte international toujours plus anxiogène peuvent renouveler ou amplifier cet engagement ? La question ainsi posée est aussi celle de savoir si l'Europe peut être un niveau pertinent d'actions face aux défis soulevés. Rien n'est moins sûr et les récentes élections dans plusieurs pays d'Europe ne peuvent que laisser dubitatif. Certes une large coalition autour du pro-européen Donald Tusk est en mesure de former un gouvernement en Pologne mais avec quelles marges de manœuvre. N'oublions pas, qui plus est, que dans ce pays, encore dirigé par un président issu du PiS, ce parti eurosceptique Droit et Justice (PiS) est arrivé en tête cumulant près de 36% des votes. Les partis populistes marquent des points et gagnent des voix lorsqu'il y a des élections dans les pays européens. Ils ont récemment gagné les élections en Slovaquie et aux Pays-Bas. N'oublions pas non plus que le premier juillet, c'est la Hongrie de Viktor Orban qui prendra la présidence du Conseil au moment même où le Parlement nouvellement élu s'installera et la Commission européenne se mettra en place et devra préparer son agenda de travail pour les 5 prochaines années.

QUELLE EUROPE DEMAIN, QUEL MODÈLE D'INTÉGRATION ET QUELLES VALEURS PORTÉES ?

Tenter de répondre à cette question et de changer en conséquence, tel sera le défi du second semestre de l'année 2024 pour les institutions européennes et les pays européens. **Les dossiers sur la table sont au moins aussi fondamentaux pour l'avenir de l'Europe que clivants et sources de potentielles divisions donc de possibles crises.** Sans tous les citer tant ils sont nombreux, les Européens devront réaffirmer ou pas leur position face à la guerre en Ukraine, sur l'aide qu'ils procurent à ce pays mais aussi dans la perspective soit d'un durcissement des positions dans ce conflit, soit de l'ouverture de négociations en vue de cesser la guerre. L'élargissement comme celui des réformes nécessaires pour approfondir l'intégration européenne seront également des dossiers incontournables de la campagne électorale puis des ambitions européennes pour les 5 années qui viennent. Ils seront très probablement instrumentalisés pendant cette campagne autour des amalgames et clichés habituels par les mouvements nationalistes et eurosceptiques.

Enfin, la situation économique, avec une inflation qui bien qu'en partie stabilisée continue à rogner le pouvoir d'achat des Européens, reste une préoccupation majeure des citoyens. Et, là encore les arguments les plus simples étant souvent les plus convaincants, certains auront tôt fait de rappeler le lien entre cette inflation, la guerre en Ukraine et les sanctions européennes à l'encontre de la Russie, argument caricatural et surestimé mais qui reste au moins partiellement vrai. Le débat sur la bonne politique économique s'inscrira, qui plus est, dans la dynamique de la réforme du pacte

de stabilité et de croissance, autre sujet très clivant entre Européens, à commencer par l'Allemagne et la France.

Les Européens devront aussi poursuivre la redéfinition de leur relation au reste du monde (Chine, Inde et plus largement Asie, Afrique, Amérique latine et Moyen-Orient, peut-être aussi États-Unis...), mettre en œuvre le Pacte vert alors que les autres pays, États-Unis et Chine en tête, investissent également dans ce sens réduisant de fait l'avantage compétitif européen (en 2023, la Chine est devenue le premier exportateur de voitures électriques), construire une stratégie de sécurité européenne cohérente, incluant les dimensions militaires, économiques et technologiques mais aussi les enjeux de souveraineté et d'autonomie ou encore des capacités de résolution des conflits et des différends à son voisinage.

Tous ces dossiers questionnent profondément le modèle même de l'intégration européenne autour d'un marché unique garantissant les 4 libertés fondamentales et la prédominance du consommateur mais aussi la démocratie en Europe autour des modalités de la gouvernance tricéphale de l'UE (Commission, Conseil et Parlement) mais aussi des mutations politiques au sein des États membres.

Au-delà de l'Europe, le monde continuera à tourner (ou à mal tourner d'ailleurs). Les citoyens de plus de 70 pays seront ainsi appelés aux urnes (États-Unis, Royaume-Uni, Taïwan avec une possible victoire du parti pro chinois, Russie et Biélorussie, Bangladesh, Inde, Indonésie ou encore Mexique et Afrique du Sud). Pour la première fois de notre histoire récente, plus de la moitié de la population mondiale va aller voter à des élections générales en 2024. Cela n'est pourtant pas forcément un signal de diffusion de la démocratie tant rien ne garantit des élections libres et équitables dans tous ces pays. Tout conduit même à penser que les manipulations diverses et les ingérences étrangères y seront aussi nombreuses que déstabilisantes créant une fois de plus un terreau fertile à la polarisation des votes et aux crises de toutes natures. **Autant de risques qui vont venir interroger à leur tour la souveraineté, le rôle et la place de l'Union européenne dans un monde à présent global, interdépendant et interconnecté.**

C'est dans ce contexte et face à ces différents défis que l'Institut Jacques Delors souhaite inscrire son programme de travail en 2024.

I Nos activités en 2024 : penser l'Europe face à la complexité et au repli sur soi ?

Quatre temps forts vont rythmer notre année :

REFONDER LE MARCHÉ UNIQUE

Le premier concerne le rapport de haut niveau sur l'avenir du marché unique pour lequel Enrico Letta, notre président, a été mandaté par les présidences du Conseil, avec la Commission. Les chercheurs de l'IJD sont directement engagés dans la réflexion et ils préparent des notes dans leurs propres champs d'expertise. Le rapport doit être remis au Conseil européen de mars 2024. Il donnera ensuite lieu à une mobilisation des équipes de l'Institut pour répondre aux sollicitations médiatiques attendues. Outre la conférence annuelle du 11 décembre dédiée à cette question de l'avenir du marché unique, d'autres événements et des publications, à la fois de décryptage et de positions,

sont à l'étude et seront proposés tout au long du premier semestre de cette nouvelle année.

PARTICIPER À LA CAMPAGNE POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Participer et alimenter le débat public est une mission clé d'un think tank et *a fortiori* en période d'élection européenne pour un institut dédié aux questions européennes. L'IJD a préparé dans cette perspective une stratégie dédiée à cet engagement. Dans un contexte où tous les récents sondages publiés dans la presse mettent en évidence l'euroscpticisme français, il nous paraît important de porter nos efforts d'abord sur le débat national en proposant des notes, analyses et infographies pédagogiques et factuelles aidant les citoyens et les relais d'opinion à mieux comprendre le fonctionnement des institutions européennes, l'impact de ces élections sur les équilibres politiques au sein du Parlement européen mais aussi leurs grands enjeux pour l'avenir de l'Union européenne, son modèle et les valeurs qu'elle défend. **Ces travaux auront pour ambition de rationaliser un débat public, souvent plus national qu'européen, faussé par les jeux partisans mais aussi possiblement par des ingérences et le poids d'une actualité internationale chargée et souvent polarisante.** Notre Observatoire politique du Parlement européen prévoit de nouveaux projets structurants et une série de publications sur le thème des élections européennes mais aussi un projet de réalisation d'une étude sur la législature 2019-2024 à partir notamment d'une analyse des votes au Parlement européen.

Systématiquement traduits en anglais, ces travaux permettront en outre un accès à un public européen plus large. Nous diffusons d'ailleurs de plus en plus souvent nos différentes publications sur les sites des « 3 sœurs » à Paris, Bruxelles et Berlin. Nous avons aussi listé nos récents travaux qu'en fonction de l'actualité, nous pourrions très rapidement tirer de courts papiers sur notre site internet afin de décrypter cette actualité ou le débat en cours et fournir des éléments objectifs de compréhension et d'analyse.

Des contacts sont également pris avec les médias et la presse écrite pour diffuser et promouvoir nos initiatives. Une conférence en format 18h30/20h pourrait être organisée dans un lycée parisien en collaboration avec la mairie de Paris. Elle questionnerait la démocratie en Europe. Un autre projet de conférence grand public à Rennes en partenariat avec Ouest-France est également à l'étude.

ÊTRE FORCE DE PROPOSITION ET DE PRODUCTION D'IDÉES EN VUE DE LA PROCHAINE MANDATURE

Les chercheurs de l'Institut sont en relation et échanges fréquents avec les décideurs publics nationaux ou européens pour lesquels ils sont, sur leurs sujets respectifs, pourvoyeurs d'idées et d'analyses, voire force de propositions. Un temps d'élections amplifie plus qu'à l'habitude le besoin d'idées et de propositions. Conscient de ces besoins face à la multiplicité des défis, ils mettront tout en œuvre pour élaborer et diffuser leurs travaux et leurs analyses.

Une initiative spécifique est envisagée à l'échelle des 3 instituts Jacques Delors. Elle consisterait à identifier les 10 priorités dont devrait se saisir les institutions européennes dans le cadre de l'élaboration de son programme de travail pour les 5 années qui viennent. Un document dédié sera réalisé et publié sur les sites internet respectifs des 3 Instituts mais aussi transmis aux décideurs européens.

MAINTENIR LA MOBILISATION DE LA JEUNESSE

La mobilisation de la jeunesse est un enjeu fondamental dans la perspective des prochaines élections européennes. L'Académie Notre Europe s'est fixée cet objectif dès sa création en proposant un **parcours de formation à la citoyenneté européenne à destination des jeunes de 18 à 30 ans**. Elle accueille cette année plus de 100 jeunes européens de 20 nationalités différentes. Les étudiants et les alumni de l'Académie Notre Europe sont mobilisés pour animer cette campagne électorale. Ils sont en effet autant de relais d'opinion et de diffusion auprès des jeunes citoyens européens. La conférence Jacques Delors se tiendra au mois de mai et elle portera naturellement sur le scrutin européen.

Forte de son succès et de son impact, l'Académie travaille sur l'organisation d'une European Agora à Lisbonne avec la *Scuola di Politiche* à Rome et l'*Academia Europea Leadership* à Barcelone qui rassemblerait 150 jeunes de toute l'Europe pour réfléchir aux priorités d'action pour l'UE pour les cinq années à venir.

Au-delà de cet agenda de travail lié à l'actualité européenne en 2024, l'IJD poursuivra également ses travaux en cours :

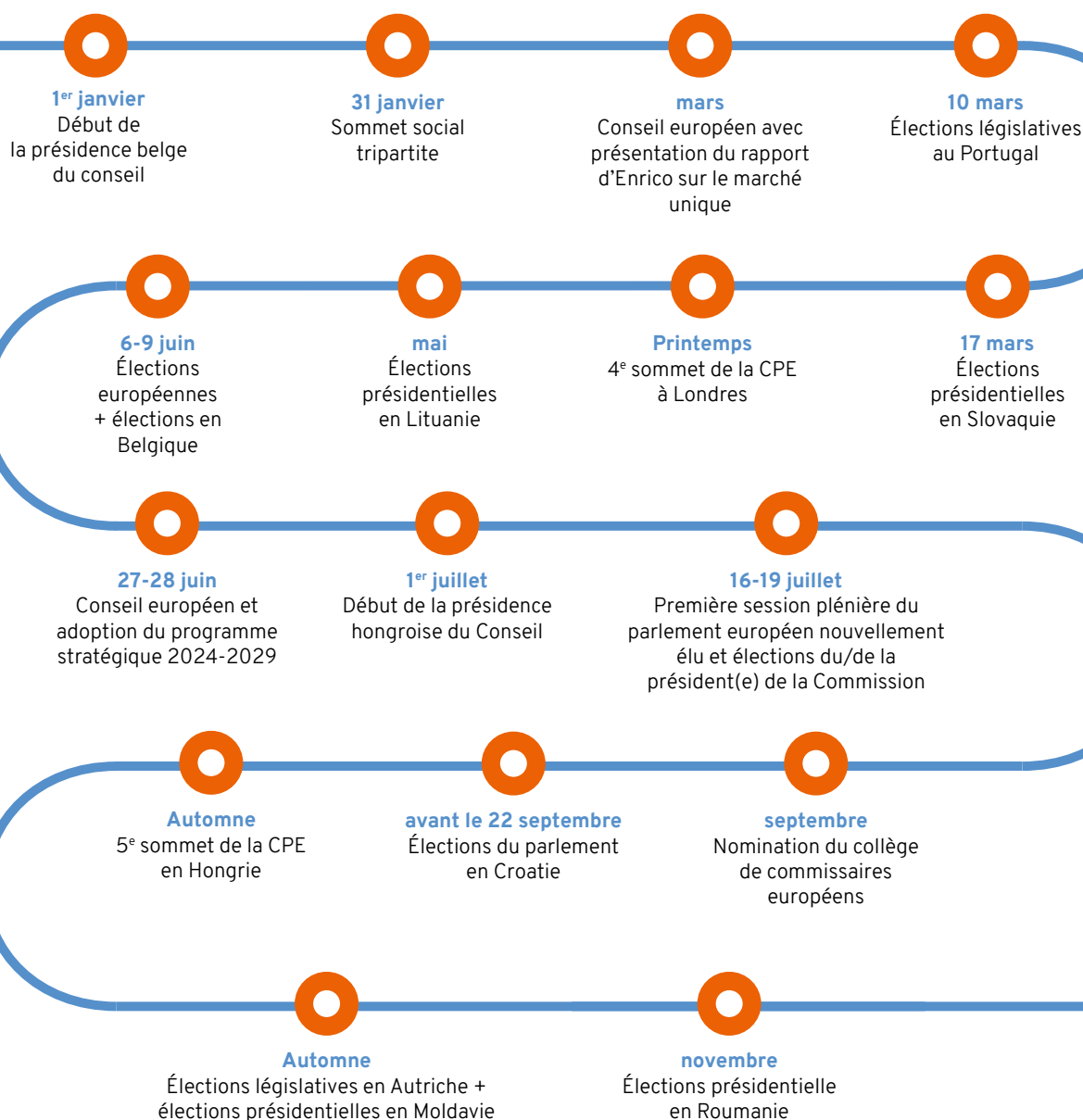
- Notre centre énergie (JDEC) achève en 2024, 3 des 4 projets H2020 dans lesquels son équipe est engagée (EnergyPROSPECTS, FULFILL et REFEREE). Et même si les autres projets (SUN4ALL, Breakthrough Energy ou Fondation européenne pour le climat) se poursuivent, l'année de 2024 sera mise à profit pour communiquer autour des travaux qui s'achèvent mais aussi pour initier de nouvelles pistes de développement et de financement ;
- Le Centre Grande Europe entre dans sa deuxième année d'activité. Il poursuit ses travaux avec l'ambition de devenir une référence en tant que centre de ressources sur l'élargissement et en particulier sur les Balkans, principalement (mais pas exclusivement) pour le public français et de sensibiliser les journalistes français aux problématiques de cette région dans la perspective de leur adhésion à l'UE ;
- Nos autres travaux nous conduiront à approfondir les défis sociaux qui sont au cœur de l'agenda européen, l'évolution de la gouvernance économique européenne et le mise en œuvre d'une stratégie de sécurité économique et d'une politique industrielle européennes, le cadre budgétaire européen dans la perspective de la réforme du Pacte de stabilité et de croissance, les politiques européennes permettant de renforcer la résilience de l'UE ; le rôle et la place de l'Europe dans le monde et les enjeux de souveraineté européenne. Les groupes de travail poursuivront ainsi leur activité sur la relation UE/Chine, l'Europe géopolitique et le défi des migrations alimentant les travaux et publications de l'IJD ;
- Le partenariat avec Sciences Po devrait permettre en 2024 la concrétisation de différents projets dont l'organisation de conférences pour permettre la mise en valeur des travaux publiés par l'IJD (Rapport du l'Union de l'énergie, rapport sur les relations UE-Chine, rapport sur l'avenir du marché unique). Un cycle de conférences a été initié fin novembre 2023 par le campus de Sciences Po à Dijon en partenariat avec l'IJD pour présenter au public dijonnais (étudiants de Sciences Po, grand public local, en présentiel avec la possibilité de suivre via Zoom) un certain nombre d'enjeux des

élections européennes de 2024. Un projet conjoint de recherche a été déposé fin novembre dans le cadre du nouvel appel à propositions du réseau doctoral Horizon Europe sur les « Effets internationaux du populisme ».

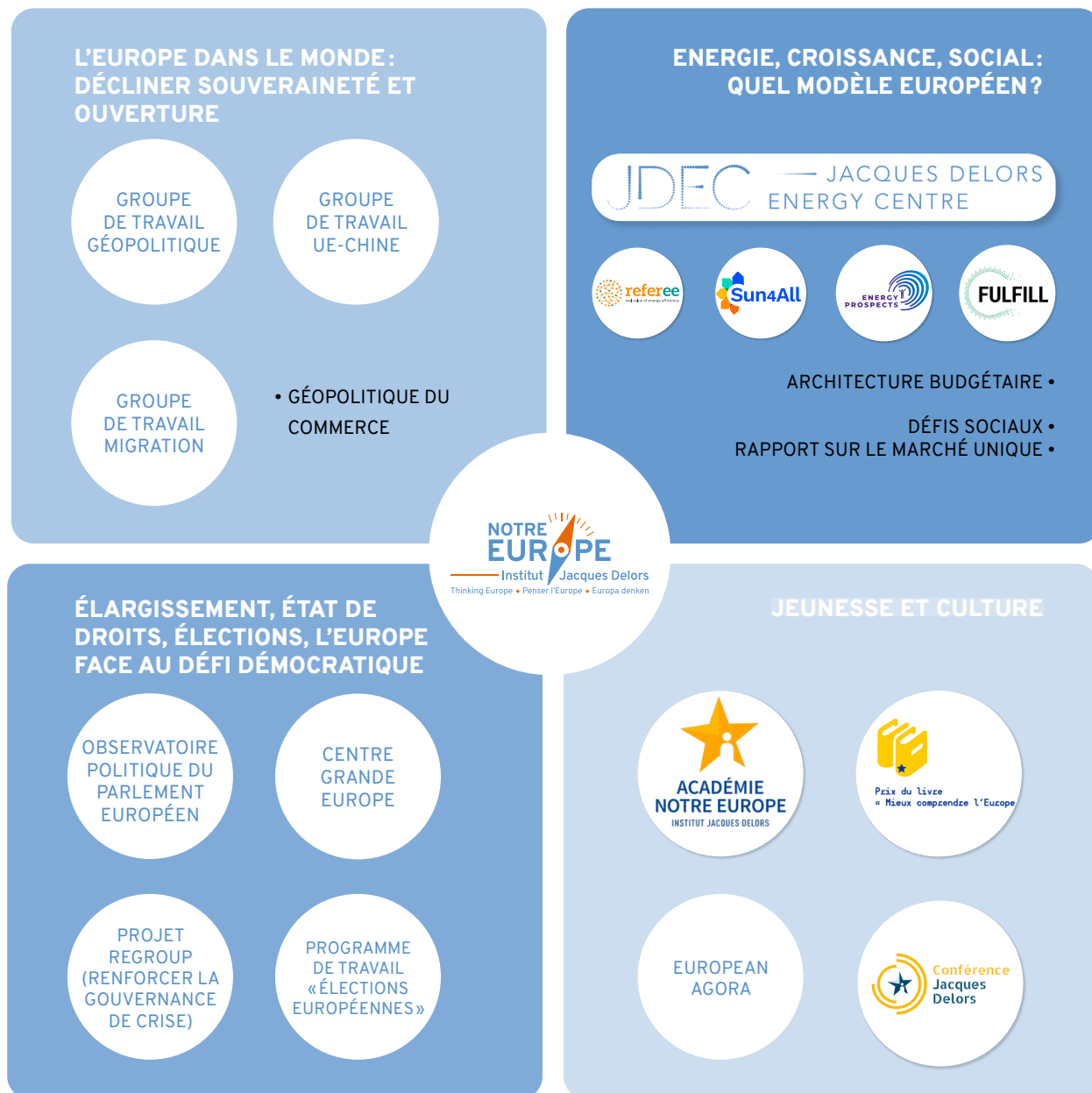
Enfin et parce qu'aucun de ces travaux n'auraient d'intérêt s'ils ne bénéficiaient pas d'une diffusion et d'une communication aussi larges que possible, nous avons initié une réflexion afin d'améliorer notre site internet et pour diffuser plus systématique encore nos travaux sur les réseaux sociaux.

Sylvie Matelly, Directrice

L'année européenne 2024 en 1 coup d'œil



Programme de travail 2024 en 1 coup d'œil





L'Europe dans le monde: décliner souveraineté et ouverture

Cet axe de travail interroge les interactions entre l'intégration et les décisions européennes et les défis internationaux, les relations de l'Europe au reste du monde et ce que cela implique pour la construction européenne face aux crises, conflits et enjeux géopolitiques contemporains, à la rivalité sino-américaine et plus largement aux nouveaux contours des relations internationales et de la mondialisation, ainsi que la question des migrations dans une Union européenne en quête de sa puissance et de sa souveraineté.

I L'UE en quête d'une doctrine de sécurité économique

La dégradation du contexte géopolitique fin 2023 rend plus pressante la coordination des 27 autour d'une évaluation commune des risques et d'un calibrage des instruments européens de *de-risking* (résilience des chaînes de valeur, réduction des dépendances excessives, sécurisation de l'accès aux minéraux stratégiques, doctrine d'utilisation des instruments de défense commerciale autonome, ...). En 2024 l'attention sera captée par des grands rendez-vous électoraux à Taïwan, dans l'UE et aux

États-Unis qui peuvent encore contribuer à polariser les antagonismes internationaux. Les Européens doivent d'autant plus s'atteler à élaborer leur propre doctrine de sécurité économique, sur la base de la proposition de la Commission européenne le 20 juin dernier.

- L'échéance de février 2024 pour la publication du rapport d'Enrico Letta sur l'avenir du Marché unique est la priorité du programme 2024 sur la géopolitique du commerce, avec une contribution sur le narratif du recalibrage du Marché unique à la hauteur des défis externes: doubler la concurrence équitable pour stimuler la compétitivité d'une mutualisation des capacités européennes pour renforcer la sécurité.
- Dans la foulée du séminaire d'experts organisé le 10 octobre 2023, il s'agira par ailleurs de nourrir le débat sur la sécurité économique européenne, qui sera un chantier transversal de l'agenda de la prochaine Commission, par une série d'analyses portant sur:
 - Une analyse comparée des approches américaines, japonaise, chinoise et européenne de la sécurité économique.

- Une analyse quantitative des échanges commerciaux qui permette d'identifier les dépendances excessives.
- La compatibilité des mesures de sécurité économique avec le système commercial multilatéral.
- La délimitation de la sécurité nationale dans le cadre des règles du commerce multilatéral.

I La relation UE-Chine

Les travaux du **groupe de travail UE-Chine**, piloté par Sylvie Bermann et Elvire Fabry, qui ont permis d'aboutir à un second rapport **«UE-Chine entre de-risking et coopération: scénarios à l'horizon 2035»** en Novembre 2023, donneront lieu à des événements de présentation et discussion à Paris et Bruxelles début 2024. Alors que les tensions croissantes entre les États-Unis et la Chine signalent déjà courant 2023 un glissement d'une coexistence maîtrisée vers un risque d'escalade des mesures de rétorsion et de fragmentation de l'économie mondiale, le groupe pourrait s'atteler à dresser une matrice des principaux facteurs d'évolution à surveiller. Tirés du rapport, tels qu'ils ont été mis en évidence par les différents experts, cette grille d'analyse pourrait donner lieu à un suivi régulier des tendances (type *score-cards*).

À l'approche des élections européennes, une attention particulière sera apportée à l'enjeu du retour de la tentation protectionniste en Europe et dans le monde, avec de l'information infographiée.

I Penser l'Europe géopolitique

Le groupe de travail, créé et présidé par Nicole Gnesotto, réfléchit et étudie la position que pourrait et/ou devrait adopter l'UE face aux chocs internationaux rythmant les années 2020, depuis

les conflits au voisinage de l'Europe aux conséquences du réchauffement climatique ou de l'affirmation de certains pays sur la scène internationale. La réalisation du rapport initialement envisagé pour le deuxième semestre 2023 a été repoussé. Il portera sur les conditions et propositions pour une Europe géopolitique et il vise à définir les objectifs que devrait maintenir l'UE d'ici à 2030 pour continuer à peser sur la scène internationale. Ce rapport se penchera, entre autres, sur la place de l'UE dans le cadre de la rivalité grandissante entre la Chine et les États-Unis, sur sa capacité à absorber les conséquences de l'invasion russe de l'Ukraine, ou encore sur la façon dont sa lutte contre les effets du changement climatique constitue un élément déterminant de sa vision géopolitique.

I L'Europe face au défi des migrations

Le groupe de travail coordonné par Jérôme Vignon approfondira plusieurs sujets de recherche autour des négociations pour un nouveau Pacte sur la migration et l'asile. Un texte de lecture critique sera rédigé au printemps sur ce Pacte dans l'état dans lequel il aura été adopté. L'accent sera mis sur la définition de nouvelles dimensions de la solidarité dépassant celles déjà mises sur la table par la Commission et le Conseil ces deux dernières années. Le groupe poursuivra également son travail de veille au jour le jour et intégrera de nouveaux membres polonais et espagnols. Une infographie est en cours de réalisation. Elle s'inscrit dans les initiatives proposées dans le cadre de la campagne pour les prochaines élections européennes et à destination du public, des journalistes et relais d'opinion. Un rapport en vue d'une nouvelle approche du pilotage européen des migrations légales, visant un «dialogue migratoire» entre l'UE et ses partenaires, impliquant un rôle pour les diasporas sera rédigé fin 2024.



Energie, croissance, social: Quel modèle européen ?

L'ère des énergies fossiles abondantes et bon marché est derrière nous, selon le constat de nombreux experts et responsables politiques européens. Pour faire de cette transition énergétique un succès européen à la fois climatique, socio-économique et géopolitique de l'Union européenne, il est essentiel de bien articuler les mesures de court-terme (soutien des consommateurs et des entreprises vulnérables), avec les mesures de moyen à long-terme (investissements dans les énergies renouvelables, dans la rénovation thermique du bâtiment, ou encore dans des infrastructures favorisant de nouveaux modes de transports).

I Transition énergétique, sécurité d'approvisionnement, résilience énergétique

JDEC — JACQUES DELORS
ENERGY CENTRE

La transition énergétique requiert une transformation sans précédent de nos économies et de nos sociétés, qui fonctionnent encore principalement avec les énergies fossiles. Cette transition ne doit pas aggraver les inégalités sociales existantes, sous peine d'être rejetée par les citoyens (mouvement des gilets jaunes en France). Il faut en faire l'opportunité d'améliorer la vie quotidienne de tous, grâce à la rénovation thermique des bâtiments, en repensant nos modes de mobilité ou encore en démocratisant l'accès à des moyens de production d'énergies renouvelables au niveau local. Des changements de cette ampleur nécessitent aussi une réelle participation

de tous les acteurs au débat public et à la prise de décision, du simple citoyen (par exemple au travers de conventions citoyennes), aux autorités locales, en passant par les syndicats et les organisations de la société civile. De nouveaux rapports à l'énergie sont donc nécessaires mais les

faire émerger exige d'identifier les obstacles à leur déploiement. C'est tout l'objet des quatre projets de recherche européens (Horizon 2020) que notre centre énergie poursuivra. Ces travaux pourront servir de base à des publications et événements propres à notre Institut.

PROSPECTS. Mieux comprendre et faire émerger la citoyenneté énergétique

Le projet H2020 EnergyPROSPECTS s'intéresse à la citoyenneté énergétique, comprise comme une construction sociale souhaitable pour organiser nos futurs systèmes énergétiques. Le projet veut faire progresser la recherche sur cette approche de l'énergie et fournir des recommandations pour faire émerger le potentiel de la citoyenneté énergétique en Europe dans le but d'atteindre les objectifs en matière d'énergie et climat.

EnergyPROSPECTS explorera 500 initiatives existantes, dont 40 cas en profondeur, pour **analyser les conditions qui favorisent ou entravent le développement d'initiatives de citoyenneté énergétique. L'implication de différents publics** joue aussi un rôle majeur dans le projet: un sondage et des ateliers citoyens auront pour objectif d'engager aussi bien des citoyens actifs que des groupes moins visibles. Le projet créera une boîte à outils pour soutenir les praticiens et les citoyens, s'appuyant notamment sur de nouveaux modèles économiques et d'innovation sociale pour faire avancer la citoyenneté énergétique.

L'IJD travaille sur ce projet principalement avec des universités, dont le coordinateur l'Université nationale d'Irlande Galway avec l'Université Libre de Bruxelles, l'Université de Maastricht (Pays-Bas), l'Université de Lettonie, l'Université Technique de Berlin et l'Université de La Corogne (Espagne), ainsi qu'avec deux associations: Greendependent en Hongrie, Applied Research and Communications Fund en Bulgarie. Le projet s'étend de mai 2021 à fin avril 2024.

FULFILL. Analyser le rôle de la sobriété pour respecter nos objectifs climatiques

Le projet H2020 FULFILL analyse le **rôle de la sobriété dans la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris**, à travers les changements de style de vie et l'engagement des citoyens.

FULFILL comprend l'application du principe de sobriété comme la mise en place des conditions sociales, réglementaires et d'infrastructures permettant de changer les pratiques individuelles et collectives d'une manière qui réduit la demande d'énergie, les émissions de gaz à effet de serre et contribue simultanément au bien-être de la société.



Le projet élaborera un cadre conceptuel suivi d'un travail de terrain empirique dans cinq pays de l'UE et, à titre comparatif, en Inde pour fournir des résultats dans diverses conditions culturelles, politiques et économiques, et une **analyse approfondie des modes de vie sobres**. Il étudiera aussi les impacts de tels modes de vie, y compris sur la santé et le genre, aux **niveaux individuel et collectif**. Il développera une analyse d'impact au niveau macro, qui comprend des **indicateurs au-delà du PIB**. FULFILL impliquera des décideurs politiques et devra élaborer des stratégies de communication efficaces et des recommandations concrètes.

Le projet est mené par l'Institut Fraunhofer avec la participation d'acteurs de recherche (l'Institut de Wuppertal en Allemagne, l'École polytechnique de Milan et Eurac en Italie), d'associations (NégaWatt en France, le réseau international d'ONG INFORSE basé au Danemark et Zala Briviba en Lettonie). Le projet s'étend de octobre 2021 à la fin de septembre 2024.

REFEREE. Une application pour montrer les multiples bénéfices des politiques d'efficacité énergétique



Lancé à la fin de l'année 2020, ce projet européen de recherche, auquel participe notre centre énergie, met en avant les nombreux bénéfices que peuvent apporter les mesures d'efficacité énergétique, notamment pour la santé, la réduction des dépenses, la création d'emplois, l'environnement,... Ces **bénéfices non-énergétiques seront quantifiés dans un outil permettant aux décideurs politiques aux niveaux européen, national et local, de mieux les prendre en compte lorsqu'ils financent et mettent en place des mesures d'efficacité énergétique**, pour ainsi les encourager à de telles décisions. Les progrès d'efficacité énergétique sont essentiels pour améliorer le quotidien de nombreux Européens qui sont en situation de précarité énergétique, et pour atteindre la neutralité climatique en Europe. L'Institut Jacques Delors est chargé de la communication et de la diffusion des résultats de ce projet, ainsi que de l'implication d'experts pendant la phase de développement.

Le projet est mené par ISINNOVA (Italie), avec les cabinets indépendants Cambridge Econometrics (R-U) et MCRIT (Espagne), le think tank bulgare Center for the Study of Energy Democracy, le cabinet allemand BAUM Consult, et l'ONG belge European Environmental Bureau aux côtés de notre Institut. Le projet s'étend d'octobre 2020 à mars 2024.

SUN4ALL. Des communautés énergétiques pour une transition socialement juste



EuroSolar for All (Sun4All) vise à élaborer un **programme de soutien financier pour l'accès aux énergies renouvelables à destination des ménages en situation de précarité énergétique**. Il offre aux consommateurs vulnérables la possibilité de s'abonner à un programme de production d'énergie solaire localement, en communauté. Le schéma s'inspire d'une initiative existante à New York, «Solar for All», et est adapté et mis en œuvre dans quatre villes et régions d'Europe. Un programme de réplique et mise à l'échelle du projet a été lancé dans dix autres villes de l'UE pour pérenniser le projet.

L'IJD contribue aux actions pour inscrire le programme dans la lutte plus générale contre la précarité énergétique et, à partir de ces travaux, formuler des messages à l'attention des décideurs. Le projet est porté par un consortium mixte comprenant des municipalités (Communauté de Communes Coeur de Savoie, Roma Capitale, Almada City Council (Portugal), Local Governments for Sustainability, European Secretariat (ICLEI EURO), des acteurs publics (Agencia de l'Energia de Barcelona, Agencia Municipal de Energia de Almada) et des universités (University of Stavanger, INES Plateforme Formation & Evaluation, Sapienza Università di Roma), sous coordination de la société Ecoserveis. Le projet s'étend d'octobre 2021 à septembre 2024.

La politique européenne de l'énergie face à la Notre centre énergie poursuivra ses analyses du paquet législatif européen "Fit for 55" (-55% d'émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030), sa mise en œuvre, ainsi que le plan RepowerEU, qui vise à mettre fin à notre dépendance aux combustibles fossiles russes d'ici à la même échéance, et le Green Deal Industrial Plan lancé suite à l'IRA américain. Cela conduira le centre énergie à continuer ses travaux sur les nouvelles diplomatie gazières qui s'inscriront dans une réflexion d'ensemble sur la nouvelle géopolitique de l'énergie qui se dessine. Les dossiers des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique des bâtiments, des marchés du carbone (ETS2), de protection des plus vulnérables continueront d'être suivis.

Notre attention portera tout particulièrement sur la mise en œuvre de la **réforme du marché européen de l'électricité** qui doit répondre à la crise des prix pour tous les acteurs, sécuriser notre approvisionnement énergétique tout en donnant les incitations économiques pour investir dans les technologies bas-carbone. Nous continuerons de suivre attentivement la mise en œuvre en France du Pacte vert européen. Au-delà, les immenses défis européens soulevés par ces questions invite à relancer l'**Union de l'énergie**, que Jacques Delors appelait de ses vœux dès 2010, avec en ligne de mire les élections européennes de 2024 et le programme de travail de la prochaine Commission déjà à bâtir.

Projet Breakthrough.

Répondre aux problèmes de vulnérabilité fondamentaux des chaînes de production et d'approvisionnement des technologies propres est une condition préalable pour assurer la sécurité d'approvisionnement de l'UE, sa compétitivité et la réalisation de nos objectifs climatiques. À titre d'exemple, la Cour des comptes européenne estime que l'UE court le risque de perdre la course aux batteries, en partie en raison d'une chaîne d'approvisionnement nationale insuffisante.

Les chaînes d'approvisionnement des technologies propres sont fortement concentrées, notamment en Chine, qui joue un rôle majeur à toutes les étapes de la chaîne de valeur. Cela résulte de plus d'une décennie de politiques visant à soutenir des chaînes de valeur nationales intégrées. Les deux principaux instruments pour y parvenir sont les subventions directes et les prêts concessionnels aux entreprises publiques. En 2019, le coût de la politique industrielle de la Chine était estimé entre 1,7 % et 4,9 % de son PIB, contre seulement 0,4 % pour les États-Unis. Les projets en cours de construction ou prévus indiquent une augmentation de la domination de la Chine au cours des cinq prochaines années.

L'UE et les États-Unis font face à des défis similaires: concurrence croissante de la Chine et sur le plan international, chaînes de valeur stratégiques vulnérables, pénurie de main-d'œuvre et processus d'autorisation longs. La différence réside dans le type de réponse politique. Avec l'IRA, les États-Unis ont rejoint la course aux technologies propres. De plus, les États-Unis disposent également d'instruments politiques innovants tels que la DARPA et l'ARPA-E, qui fournissent des investissements publics en R&D dans des technologies révolutionnaires.

Une nouvelle politique industrielle de l'UE en matière de technologies propres est nécessaire pour contribuer à sécuriser les chaînes d'approvisionnement. Compléter le marché unique, explorer de nouveaux modèles de partenariat public-privé et de collaboration entre les grandes entreprises et les start-ups, ainsi que fournir des mécanismes de financement appropriés seront des leviers clés pour soutenir l'émergence d'une troisième voie européenne en matière de politique industrielle des technologies propres, en tirant des leçons de ce qui a fonctionné et de ce qui n'a pas fonctionné chez nos principaux concurrents et dans nos expériences nationales.

Le groupe de direction sur la résilience énergétique est une initiative multipartite dirigée par Breakthrough Energy et Siemens Energy qui réunit des PDG d'entreprises, des dirigeants politiques, des institutions financières et des start-ups à la pointe de la technologie. Le groupe a été lancé lors de la Conférence sur la sécurité de Munich en 2023 dans le but d'améliorer la résilience énergétique de l'Europe en mettant rapidement en œuvre des technologies émergentes liées au climat à grande échelle. Des capacités de fabrication et de déploiement nationales plus solides dans le domaine des technologies propres renforceraient la souveraineté technopolitique de l'UE. L'un des objectifs est de soutenir une collaboration accrue entre les grands acteurs industriels et les start-ups innovantes, un autre est de promouvoir une approche franco-allemande en matière de politique industrielle de l'UE.

Livrables:

- Rapport analysant l'approche du groupe de direction sur la résilience énergétique pour mettre en relation les entreprises et les start-ups avec les acteurs politiques. Le rapport inclurait une évaluation et des recommandations pour améliorer les outils existants de l'UE (InvestEU, IPCEI, marchés publics, GDIP), en s'appuyant sur ce qui fait le succès de la Chine et des États-Unis pour soutenir une politique industrielle ambitieuse et efficace de l'UE. Il travaillera sur des compromis potentiels pour que les dirigeants français et allemands adoptent la politique industrielle de l'UE. Méthodologie: recherche documentaire et entretiens d'experts.
- Plaidoyer en France. Avant la publication (T1-T2): réunions et entretiens avec le gouvernement français, les fonctionnaires et les groupes de réflexion pour présenter le projet, identifier les obstacles et jeter les bases de solutions potentielles. Après la publication du rapport (T3-T4): événements de lancement et diffusion des messages clés par le biais de rencontres bilatérales.

I Accompagner la mise en œuvre du Pacte vert européen en France et faire de cette dernière un défenseur de l'ambition climatique au niveau européen

Avec le soutien renouvelé de la fondation européenne pour le climat (ECF), notre centre énergie continuera ses travaux d'information auprès des décideurs politiques français afin de s'assurer, dans un paysage politique hexagonal mouvant, que les objectifs du Pacte vert européen soient compris et intégrés dans l'élaboration de la future stratégie énergétique française.

Cela passera par la conduite d'une réflexion dans le cadre de la future loi sur la production d'énergie qui se devra de tenir compte de différentes considérations européennes (résultat des négociations sur le design du marché européen de l'électricité, résolution du contentieux sur les concessions hydrauliques). Les élections européennes seront également l'occasion de poursuivre les

analyses réalisées sur le rapport des français à l'environnement comme potentiel déterminant de vote dans le cadre des élections européennes. Enfin, le centre poursuivra ses travaux visant à renforcer l'articulation entre la planification écologique à la française et le nécessaire besoin de poursuivre les efforts de lutte contre le réchauffement climatique au niveau européen en réponse aux appels à opérer une « pause » sur ce sujet.

La réponse à la crise énergétique sera également l'occasion de **sensibiliser l'écosystème français au rôle crucial que peut jouer l'Union européenne dans la quête d'une souveraineté énergétique** et de la lutte contre le changement climatique, notamment en amont des élections européennes de 2024. Enfin, en se positionnant de manière offensive dans l'élaboration de mesures de sobriété énergétique et de développement de nouvelles méthodes pour promouvoir des politiques publiques vertes, la France a également l'occasion de se positionner en fer de lance de la transition énergétique en Europe, une ambition que le centre énergie accompagnera.

I Les défis sociaux au cœur de l'agenda européen

La présidente de la Commission européenne a annoncé dans son discours sur l'État de l'Union la tenue, en 2024, d'un nouveau sommet des partenaires sociaux à Val Duchesse, 39 ans après les rencontres qui ont lancé le **dialogue social européen** à l'initiative de Jacques Delors. Ce sommet sera l'occasion de travailler avec les partenaires sociaux pour trouver des solutions aux **défis du marché du travail**, qui vont des pénuries de compétences et de main-d'œuvre aux nouveaux défis posés par l'intelligence artificielle. Fidèle à l'importance accordée par Jacques Delors au dialogue social européen, l'Institut veillera dans ses travaux en 2024 à contribuer aux débats en amont et en aval de cette rencontre. Ceci sera aussi l'occasion de faire un **bilan des avancées et des limites du dialogue social européen** y compris au plan sectoriel.

Dans la suite de ce sommet, nos travaux en matière sociale et de l'emploi porteront sur les **priorités d'action du nouvel exécutif européen** pour la période 2024-2029.

Alors que l'**année européenne des compétences** se poursuivra jusqu'en mai 2024, nous continuerons nos travaux sur la question de la formation tout au long de la vie. La requalification et la mise à niveau des compétences des travailleurs sont un impératif afin de garantir, d'une part, que les travailleurs peuvent bénéficier pleinement des transitions en cours sur le marché du travail et, d'autre part, permettre aux employeurs d'avoir accès à une main-d'œuvre dotée des compétences dont ils ont besoin. Alors que le risque existe que la transition énergétique ne soit freinée par le manque de travailleurs qualifiés pour les nouveaux emplois créés, une attention particulière sera accordée à l'identification et au développement des **compétences vertes**. Par ailleurs

une réflexion sur l'**anticipation du changement notamment lié au changement climatique** sera poursuivie.

L'IJD accordera également une attention particulière en 2024 à la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'UE et à la lutte contre la pauvreté

I Gouvernance économique européenne et politique industrielle

Face au manque d'appétence pour un budget européen plus important ou un nouveau fonds d'investissement significatif, le **focus de l'action budgétaire dans l'UE se concentrera en 2024 sur** :

- Les budgets nationaux qui sont, à la fois, sensés intégrer des besoins d'investissement larges (transition verte, transition numérique, défis géo-économiques) et soumis aux contraintes du cadre budgétaire européen avec la fin de sa suspension au 1 janvier 2024 ;
- La réforme du Pacte de Stabilité et de Croissance (PSC) qui pourrait entraîner **des changements conséquents de la gouvernance économique européenne**.

La **multiplication des outils d'utilisation des aides d'État** a amplifié, ces dernières années, l'action budgétaire de l'UE au niveau national. Cela inclut les Projets Importants d'Intérêt Européen Commun (PIIEC), cadre principal des aides d'état face à une situation temporaire de crise et de transition [temporary crisis and transition state aid framework] (TCTF) et la flexibilisation du règlement général d'exemption par catégorie [General block exemption regulation] (GBER). Cette **politique industrielle plus active, basée sur des budgets nationaux, pose des risques importants de fragmentation du marché unique et des défis significatifs pour l'utilisation efficace et ciblée de la dépense publique en Europe**.

Dans ce contexte, l'IJD travaillera sur les actions suivantes:

- Définir les conditions d'une réussite de la réforme du PSC au travers notamment de la mise en œuvre des plans budgétaires structurels mais aussi de la mise en place d'instruments permettant d'assurer la cohérence entre ce nouveau cadre budgétaire de l'UE et les cadres budgétaires des États membres;
- Développer des propositions pour un cadre de politique industrielle au niveau européen, qui évite une concurrence déloyale entre les États membres et des dépenses publiques inefficaces et qui puisse venir compléter les possibles lacunes des plans nationaux tout en assurant la cohérence de l'ensemble

Ces plans budgétaires-structurels seront **négociés pour la première fois au printemps 2024** pour une entrée en vigueur en 2025

L'IJD prévoit de:

- Suivre de près la formulation de ces plans budgétaires-structurels dans plusieurs États membres pertinents ainsi que l'évaluation de ces plans par la Commission européenne et par le Conseil de l'UE.
- Publier des analyses et des recommandations sur les éléments suivants:
 - Processus de formulation, évaluation et d'implémentation des plans budgétaires-structurels
- La clause d'extension et son utilisation par les États membres (types d'investissements et de réformes)

I Des budgets européens au service de la transformation de l'Union

LE CADRE BUDGÉTAIRE DE L'UE

L'adoption attendue d'un **nouveau cadre budgétaire de l'UE** dans les mois à venir entraînera des changements majeurs dans la manière dont les États membres et les institutions de l'UE formuleront, évalueront et mettront en œuvre les budgets nationaux. Un élément clé de la réforme du PSC sera l'obligation pour chaque État-membre d'élaborer et de respecter des «**plans budgétaires-structurels**» pluriannuels. Ces plans définiront des trajectoires budgétaires nationales pour quatre ans mais qui pourraient être étendu à sept ans s'ils prévoient un ensemble d'investissements et de réformes (**clause d'extension**). Cette évolution donnera aux pays une plus grande marge de manœuvre budgétaire pour revenir dans le respect des critères du PSC et en même temps, elle les incitera à engager des investissements et des réformes.

LES CADRES BUDGÉTAIRES NATIONAUX

Avec la ratification du pacte budgétaire européen en 2012, les États membres se sont engagés à introduire des **règles budgétaires et des conseils budgétaires indépendants afin d'assurer la cohérence de leurs choix budgétaires avec le PSC**. Pour autant, un nombre important d'États membres ont aussi introduit leurs **propres règles budgétaires**, certaines allant au-delà des obligations européennes. L'introduction de plans budgétaires-structurels devrait entraîner des changements majeurs pour la planification budgétaire à moyen terme. En effet, la proposition de réforme prévoit que les plans budgétaires-structurels absorberont les programmes de stabilité actuels ainsi que les programmes nationaux. Il est probable que cette évolution conduise à **une réorganisation significative du semestre européen**.

De fait, la réforme du cadre budgétaire européen pourrait créer des **problèmes de cohérence avec les cadres budgétaires nationaux**. Les États membres qui disposent de leurs propres règles

devront les adapter pour éviter/limiter la divergence avec les règles européennes. Enfin, les **plans budgétaires-structurels reprendront certaines des fonctions clés des cadres budgétaires nationaux** et des plans qui y sont associés. La nature plus contraignante des plans budgétaires-structurels conduira probablement à l'absorption ou remplacement de ces cadres existants afin d'éviter une duplication des instruments et par voie de conséquence, une diminution de leur cohérence.

L'IJD suivra l'adaptation des cadres budgétaires nationaux (ou son absence) dans le contexte de la réforme du PSC et publiera des analyses et des recommandations pour assurer la cohérence de la gouvernance économique européenne et nationale.

BUDGET EUROPÉEN ET ÉLARGISSEMENT

L'idée selon laquelle l'élargissement serait très coûteux se base sur des estimations qui sont faites à règles budgétaires constantes. Or, comme dans les élargissements précédents, les négociations avec les pays candidats incluront des règles transitoires afin de permettre l'intégration progressive de nouveaux États aux politiques budgétaires européennes. Le coût final dépendra ainsi de la capacité des pays candidats à rattraper les économies des autres pays de l'UE, adopter les réformes nécessaires, à intégrer l'acquis communautaire et à moderniser leurs structures économiques et politiques. L'aide budgétaire de préadhésion peut jouer un rôle crucial en ce sens.

Concernant cette aide de préadhésion, les récentes initiatives proposées en soutien à l'Ukraine et aux Balkans (Facilité pour l'Ukraine et Facilité pour les Balkans) présentent deux nouveautés par rapport

aux fonds classiques de soutien aux pays candidats: le fait de conditionner l'aide financière à l'adoption de réformes et le fait de combiner subventions, prêts et garanties des banques publiques d'investissement (BEI et autres) opérant dans ces territoires. Ces aides devront se déboursier en suivant une logique d'adhésion graduelle.

Enfin, l'élargissement peut aussi constituer une grande opportunité pour la refonte nécessaire de certaines politiques. C'est notamment le cas pour la Politique Agricole Commune (PAC). En l'absence d'une réforme du système de paiement directs à l'hectare, l'Ukraine deviendra la première bénéficiaire des aides de la PAC, privant d'autres pays des aides et soutiens dont ils disposaient jusque-là. La question est sensible comme l'ont illustré les dernières élections en Pologne. Or, l'agriculture reste un secteur particulièrement difficile à «verdir» compte tenu du poids des lobbies agricoles et de la tendance des États à éviter toute confrontation avec les grandes associations agricoles mais aussi des enjeux de souveraineté liés à cette activité. La défense de la PAC face à une politique climatique «punitrice» risque d'être un sujet de campagne lors des élections européennes, d'autant plus qu'il y aura une liste électorale représentant la «ruralité» contre les «technocrates» et les normes européennes, dans le sillage du Mouvement agriculteur-citoyen hollandais (BBB)¹. Tout cela laisse craindre que, une autre fois, les États ratent l'occasion de mener une réforme en profondeur de la PAC.

L'IJD conduira plusieurs travaux:

- L'analyse et le décryptage des initiatives budgétaires en soutien à l'Ukraine (Facilité pour l'Ukraine) et les Balkans (Facilité pour la réforme et la croissance pour les Balkans);

1 <https://www.euractiv.fr/section/elections/news/une-liste-defendant-la-chasse-et-la-ruralite-aux-elections-europeennes/>

- La réalisation d'un papier de recherche analysant les expériences dans l'application de la conditionnalité budgétaire aux États Membres (via la Facilité pour la reprise et la résilience et le mécanisme de conditionnalité État de Droit) et dressant des leçons en vue de sa possible utilisation avec les pays candidats;
- La rédaction d'un papier de recherche corédigé avec l'IDDRI sur la PAC et l'élargissement (comment faire en sorte que l'élargissement constitue un levier pour une réforme en profondeur de la PAC ?)

I Des politiques pour amplifier la résilience de l'UE

LE CADRE EUROPÉEN DES AIDES D'ÉTAT

Au cours des dernières années, le cadre existant de la politique européenne de la concurrence a été considérablement assoupli, permettant une politique industrielle plus active, notamment par l'utilisation d'aides d'État nationales. Plusieurs instruments ont été développés ou flexibilisés:

- Depuis 2018, les projets importants d'intérêt européen commun (PIIEC)

ont conduit à la création de six projets (dont deux PIIEC sur les batteries et deux PIIEC sur l'hydrogène) et plusieurs autres projets sont en cours de planification ou de notification. Une enveloppe financière de 26,7 milliards d'euros est d'ores et déjà budgétée;

- En outre, l'adoption de plusieurs cadres temporaires pour les aides d'État (TCTF) pendant la pandémie de COVID-19 et pendant la crise du gaz, suite à la guerre en Ukraine a ouvert de plus grandes marges de manœuvre pour les subventions en faveur de la transition verte;
- Enfin, une modification en 2023 du règlement général d'exemption par catégorie (GBER) a permis aux petits projets d'investissement (notamment vert) de bénéficier plus facilement et plus rapidement d'aides d'État.

L'IJD mènera en 2024 un travail d'analyse et de recommandations afin de:

- Créer plus de cohérence entre les différents instruments des aides d'État au niveau national et entre les niveau national et le niveau européen.
- Améliorer la transparence sur l'utilisation des aides d'État.
- Augmenter la vitesse d'approbation des aides d'État, compte tenu des mesures prises au niveau mondial.

REGROUP. Renforcer la gouvernance de crise

Depuis septembre 2022, notre think tank participe au projet de recherche Horizon Europe REGROUP (*Rebuilding governance and resilience out of the pandemic*), qui a pour objet l'analyse des conséquences de la crise Covid et d'autres crises sur la gouvernance et les politiques publiques aux niveaux national, européen et international.

Dans cette perspective, nous publierons, au cours du premier trimestre 2024, un papier de recherche sur les effets des crises sur le rôle international de l'UE. Il se focalisera sur les effets de la pandémie et de la crise énergétique/guerre en Ukraine.

Suite à la réalisation d'un exercice de démocratie délibérative à Paris en 2023 sur la désinformation et la confiance dans la politique dans le contexte de la crise



Covid, nous participons à un « mini-public européen » organisé à Bruxelles.

Enfin, nous commencerons le travail préparatoire pour rédiger deux 'focus papers' qui se concentrent sur les leçons apprises au cours des dernières années pour renforcer la capacité budgétaire de l'UE et pour faire des recommandations vers une gouvernance économique internationale qui sera capable d'anticiper et mitiger des crises globales, en vue d'une publication en 2025.

Le projet REGROUP, est coordonné par l'université néerlandaise de Groningue. Il dure jusqu'en août 2025. Notre institut y participe avec 12 autres institutions.

LE RÔLE DES BANQUES PUBLIQUES D'INVESTISSEMENT EN EUROPE

Les banques publiques d'investissement, qu'il s'agisse de banques de promotion économique (dédiées au développement du pays où elles résident) ou de banques publiques de développement (dédiées au développement de pays tiers) sont devenues des acteurs clés pour soutenir les ambitions climatiques, industrielles et géopolitiques de l'UE.

Depuis 2015, le rôle de ces banques en soutien aux politiques européennes n'a cessé de croître. La Commission les intègre explicitement ces banques dans toutes les stratégies d'investissement et les soutient au travers de garanties publiques octroyés par le budget européen. Le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) du plan Juncker, lancé en 2015, a été prolongé par la garantie InvestEU. En 2020, une garantie similaire a été créée pour renforcer l'action extérieure de l'UE en matière de développement (le Fond Européen pour le développement durable) et, plus récemment, la Commission a proposé la création de garanties spécifiques pour soutenir l'activité de ces banques en Ukraine et dans les Balkans.

En prolongation aux travaux de recherche précédemment menés sur cette question, il s'agira d'évaluer le fonctionnement et l'efficacité de ces garanties publiques et faire des recommandations pour tirer le meilleur parti du potentiel de ces banques en soutien aux politiques européennes. Il

pourrait être également intéressant de mener une analyse comparative entre le rôle de ces banques de développement en Europe, en Chine et aux États-Unis dans le cadre du projet de recherche financé par Breakthrough Energie.

ÉVALUATION À MI-PARCOURS DES PLANS DE RELANCE

En 2024, la mise en œuvre de la Facilité pour la Reprise et la Résilience (FRR), instrument financé par l'emprunt européen (NGEU) dans le cadre de la pandémie de COVID sera à mi-parcours. Cette FRR soutient les plans nationaux de relance et de résilience et prouver l'efficacité de ces plans est essentiel pour qu'un nouvel emprunt européen puisse voir le jour à l'avenir. Or, la mise en œuvre de ces plans se heurte à différents obstacles et difficultés (hausse des prix, crise énergétique, problèmes d'absorption). La gouvernance de ces plans, basé sur la performance et mélangeant réformes et investissements, pose aussi des défis particuliers en termes de pilotage, contrôle budgétaire et lutte contre la corruption. La Commission publiera une évaluation à mi-parcours de la Facilité pour la Reprise et la Résilience (FRR) en février 2024. Ce sera l'occasion de se pencher à nouveau sur ce sujet et de publier des analyses ciblées sur le fonctionnement de cet outil budgétaire, avec des recommandations pour en améliorer la mise en œuvre des plans et/ou des leçons à retenir pour la création de nouveaux outils budgétaires inspirés du RRF.

LA POLITIQUE DE COHÉSION EN RÉPONSE AUX CRISES

En 2024, l'IJD participera à une étude menée avec le CEPS et financée par la commission «Budget» du Parlement Européen. Cette étude vise à analyser les outils budgétaires mis en place en réponse à la crise du covid 19. Il s'agira notamment d'évaluer l'efficacité de l'instrument SURE (un instrument qui avait permis à l'UE d'octroyer des prêts aux États pour soutenir leurs politiques d'emploi pendant la crise) et d'examiner la possibilité de rendre cet outil permanent. L'étude analysera aussi les différentes initiatives qui avaient été prises pour permettre une utilisation plus agile et flexible des fonds de cohésion en réponse à la crise du Covid (initiatives REACT EU, CRII et CRII+) et examinera l'opportunité de créer des nouveaux mécanismes budgétaires européens pour faire face aux crises futures. L'étude doit être livrée en juin 2024.



Élargissement, état de droits, élections, l'Europe face au défi démocratique

I Les élections européennes

En vue des élections européennes, l'IJD pourrait conduire / valoriser différents types d'actions :

- **Information et pédagogie politico-institutionnelle** auprès des citoyens (via les relais d'opinion) sur les enjeux de la campagne et de l'élection avec un focus particulier portant sur la sensibilisation des jeunes électeurs (cf. rôle de l'Académie dont le thème en 2024 portera sur les élections européennes). Plusieurs articles et infographies à visée pédagogique ont été réalisés ou sont en cours de réalisation sur des sujets complexes et/ou sensibles comme le mode d'emploi des élections européennes, les migrations, le protectionnisme, l'aide à l'Ukraine ou encore la défense européenne.
- **L'Observatoire politique du Parlement européen de l'IJD** a déjà publié un certain nombre d'analyses et prévoit de nouveaux projets structurants qu'il s'agirait de valoriser dans le cadre d'une série de publications sur le thème des élections européennes :
 - Note sur la coopération PPE-ECR au Parlement européen, publiée mi-janvier- fin janvier;
 - Note sur le rôle international du

Parlement européen, publiée fin février-début mars;

- Sondage sur les intentions de vote des jeunes aux prochaines élections européennes;
- Note sur les programmes des partis politiques européens, publiée en avril;
- Autres publications qui seront considérées en fonction de l'actualité.

Un bilan de la législature 2019-2024 devrait être envisagé, à partir notamment d'une analyse des votes au Parlement européen afin de mettre en lumière la nature des coalitions majoritaires à géométrie variable ainsi que l'impact des rapports de force des élections de 2019 (caractérisés notamment par un degré de fragmentation partisan inédit et la montée des forces politiques eurosceptiques) sur les choix législatifs et budgétaires qui ont été faits pendant cette législature.

- Dans la perspective de la campagne, il conviendrait enfin de produire des analyses sur les enjeux suivants :
 - Analyser et identifier la demande politique: l'idée serait d'identifier, à partir d'une base empirique solide (enquêtes d'opinion notamment), les attentes et les enjeux de ces élections pour le grand public;

- Analyser l'offre politique en montrant comment les enjeux identifiés en amont vont se refléter dans des thèmes de campagne et des clivages politiques structurant la campagne électorale;
- Analyser enfin comment les attentes des citoyens et ces clivages vont se refléter à leur tour dans des

rapports de force politiques et partisans dans le prochain Parlement européen; l'enjeu ici est d'anticiper les nouveaux équilibres politiques qui seraient susceptibles d'impacter la politique européenne dans les 5 années qui suivront les prochaines élections européennes.

Le Centre Grande Europe

Soutenu par la fondation Open Society, le Centre Grande Europe est dédié aux questions de l'élargissement et de l'organisation du continent. Il porte une attention particulière aux Balkans occidentaux. En 2024, il entre dans sa deuxième année de développement et il poursuivra notamment ses travaux autour des thématiques suivantes:



- Le concept d'«adhésion graduelle», en visant notamment à explorer ses déclinaisons concrètes et rapidement opérationnelles et leur adaptation aux spécificités de chaque pays candidat.
- La place des questions relatives à l'élargissement dans le débat public lors de la campagne pour les élections européennes en France et l'impact de la nouvelle composition du Parlement et de la Commission sur la poursuite du processus d'élargissement de l'UE.
- La conduite de la politique d'élargissement par la Commission européenne
- L'opinion publique en France sur les questions relatives à l'élargissement et ses évolutions
- Les évolutions internes des pays candidats, notamment des pays des Balkans occidentaux, en se focalisant particulièrement sur les pays susceptibles de pouvoir avancer le plus vite sur la voie d'adhésion (Albanie, Monténégro, Macédoine du Nord) et en analysant les obstacles qui les freinent.
- La question du lien entre l'élargissement et les réformes internes de l'UE, tant pour les institutions, que pour les politiques communes clés.
- Les processus de réconciliation, et ses difficultés, dans la région des Balkans occidentaux (mais aussi pour les pays du « Trio oriental », par ex. avec la question des relations Ukraine – Pologne).
- Les évolutions de la Communauté politique européenne et plus généralement les relations entre l'UE et les États européens qui ne sont ni membres ni candidats à l'adhésion à cette dernière, ainsi que les évolutions internes dans ces pays susceptibles d'affecter leur politique européenne (élections britanniques).

Ces thématiques seront abordées au travers des actions suivantes:

- recherche et publications, parfois en partenariat avec des think-tanks basés dans les Balkans occidentaux ou/et avec des think-tanks en Europe occidentale qui poursuivent un agenda similaire: blogposts, décryptages, repères, policy papers, compte-rendu de lecture, entretiens, infographies. L'objectif étant de faire du CGE aussi une référence en tant que centre

de ressources sur l'élargissement et en particulier sur les Balkans, principalement (mais pas exclusivement) pour le public français

- poursuite de la réflexion sur la Communauté politique européenne dans le cadre d'un groupe de travail conjoint avec Sciences Po (PSIA), réunissant universitaires et experts de différents pays européens
- accueil de *visiting fellows* (chercheurs des think-tanks principalement) des Balkans occidentaux pour de brefs séjours d'étude en France
- veille d'informations sur l'actualité concernant les Balkans occidentaux, les questions d'élargissement de l'UE et la CPE, avec une diffusion auprès d'un réseau de contacts de haut niveau.
- animation d'un réseau informel, le « Cercle Balkans », réunissant des personnalités aux profils variés, agissant en France et partageant l'intérêt pour les Balkans et leur perspective européenne
- sensibilisation de journalistes français aux problématiques de la région des Balkans et de sa voie vers l'UE, incluant de brefs séjours à Belgrade, via un partenariat universitaire à établir dans la capitale serbe.
- webinaires (« Euroquestions ») et éventuellement d'autres formats complémentaires)
- interventions dans les médias et lors d'événements destinés au grand public en France, avec un accent sur des territoires à l'extérieur de Paris
- tribunes conjointes du Centre avec partenaires de la région.
- communication et formation visant les jeunes, en partenariat notamment avec le campus de Sciences Po à Dijon et à travers l'Académie Notre Europe

Jeunesse et culture européenne

I Académie Notre Europe



Notre Académie **propose un parcours de formation à la citoyenneté européenne à destination des jeunes de 18 à 30 ans**. Gratuit, il comprend neuf sessions mensuelles thématiques, dont un voyage à la découverte des institutions européennes. Cette formation donne l'opportunité aux jeunes d'interagir avec des personnalités ayant construit l'Europe et propose des formats d'apprentissage innovants (ateliers, jeux de simulations, etc.). La promotion 2023-2024, lancée le 28 septembre 2023, est composée de **100 jeunes de plus de 20 nationalités différentes et aux profils variés**. Afin de permettre aux jeunes non résidant en Ile-de-France de participer à l'Académie, nous proposons une possibilité de suivi à distance; parmi les jeunes de cette septième promotion, la moitié suit le parcours à distance. Les jeunes qui suivent le parcours en présentiel s'engagent aussi dans des **projets pédagogiques**, notamment

l'organisation d'événements, la création de contenus (podcasts, vidéos, articles, infographies etc), l'animation de débats ou encore des interventions dans des établissements scolaires. Cette septième promotion est placée sous le signe des **élections européennes** de juin 2024. Au cours du premier semestre 2024 les 100 jeunes de la promotion 2023-2024 participeront à un ensemble d'initiatives leur permettant d'être des «multiplicateurs» pour informer et sensibiliser d'autres jeunes sur les enjeux de ces élections et l'importance d'y participer.

I Conférence Jacques Delors



La Conférence Jacques Delors est l'événement annuel qui clôture, depuis 2020, le parcours de l'Académie Notre Europe. Cet événement est **ouvert à tous les jeunes de 16 à 30 ans**. L'édition 2024, qui aura lieu fin mai, sera consacrée aux élections européennes et aux priorités d'action pour l'UE au cours des cinq

années à venir. Cette conférence réunira, comme lors des deux premières éditions, plusieurs centaines de jeunes. Soutenue par la Fondation Gulbenkian, la Macif et le Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, la Conférence accueille des **personnalités politiques de premier plan** et donne la **parole aux jeunes** lors d'activités participatives. Elle offre aussi un **regard culturel** sur le projet européen.

Conférence Jacques Delors a été attribué à Caroline de Gruyère pour *Monde d'hier, monde de demain: un voyage à travers l'empire des Habsbourg et l'Union européenne*. À partir de 2024, le prix sera doté par la Fondation Hippocrène de 1000 euros qui reviendront à l'auteur.e de l'ouvrage récompensé.

I European Agora

L'Académie Notre Europe organisera à l'été 2024, en partenariat avec la *Scuola di Politiche* à Rome et l'*Academia Europea Leadership* à Barcelone, une «European Agora» qui rassemblera **150 jeunes de toute l'Europe** pour réfléchir aux priorités d'action pour l'UE pour les cinq années à venir. Cette «European Agora» sera organisée selon le modèle de la «Budapest European Agora» qui a lieu en 2019: sur quatre jours, les jeunes participants échangeront avec **des décideurs et experts européens** et participeront à des ateliers afin de définir un ensemble de **recommandations à l'attention des nouveaux membres de la Commission et du Parlement européen**.

I Prix du livre «Mieux comprendre l'Europe»



Cette année encore, l'Institut participera au jury et soutiendra l'organisation de ce prix qui récompense un ouvrage sur l'Europe destiné à un public lycéen. En 2023, ce prix annoncé à l'occasion de la

Des événements et des échanges avec le soutien de nos partenaires

Toute l'année 2023, l'Institut Jacques Delors a organisé des conférences publiques, séminaires d'experts et rencontres de haut niveau, en étroite collaboration avec ses partenaires financiers, auprès desquels elle fait valoir son expertise européenne indépendante.



Ce projet reçoit des financements du programme Citizens, Equality, Rights and Values Programme (CERV) de la Commission européenne sous le numéro Project 101104850 – IJD 2023.

